



HAL
open science

Personnes migrantes, diversité et cohabitation culturelle. Quand la société civile influence la sphère politique

Johanne Samè

► To cite this version:

Johanne Samè. Personnes migrantes, diversité et cohabitation culturelle. Quand la société civile influence la sphère politique. Actes du XXVe colloque franco-roumain en SIC. Mondialisation de la communication : la diversité des cultures en questions, Réseau Création en méditerranée (Creamed); Université Alexandru Ioan Cuza de Iași (Roumanie), May 2022, Iași, Roumanie. pp.181-194. hal-04255682

HAL Id: hal-04255682

<https://hal.science/hal-04255682v1>

Submitted on 24 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Personnes migrantes, diversité et cohabitation culturelle : quand la société civile influence la sphère politique

Johanne Samè

Université de Lorraine, Crem

Introduction

La mondialisation favorise la mobilité des personnes, densifie les communications, les interactions culturelles, qu'elles soient physiques ou numériques. Notre monde si vaste, et en perpétuelle extension, peut alors nous sembler minuscule. L'exemple de l'aviation est probant : nous entrons dans un avion, nous décollons, nous fermons les yeux et nous voici arrivés, en un battement de cils, à l'autre bout du monde. Il suffira alors de nous saisir des « *ingrédients technologiques de la mondialisation* »¹ pour entrer en communication avec autrui. N'est-il pas aisé d'utiliser les traducteurs de nos smartphones pour nous faire comprendre ? Les lèvres tournées vers l'appareil, il nous faut simplement articuler et élever la voix dans notre langue maternelle. La machine, dotée d'une intelligence artificielle de plus en plus fine, fera le reste. Pour autant, l'innovation, la multiplicabilité des systèmes technologiques de communication, leur appropriation et leur intégration dans nos sociétés modernes n'engendrent pas forcément une meilleure compréhension de l'autre. C'est peut-être même le contraire. De ces interactions interculturelles peuvent découler des incompréhensions, voire de la haine et un rejet de la diversité culturelle. L'autre est plus proche, de plus en plus visible, il est même omniprésent : « *il est une réalité sociologique avec laquelle il faut cohabiter* »². La cohabitation culturelle implique « *le respect des identités et la communication établie entre les personnes issues de cultures différentes* »³. Toutefois, les actes terroristes qui ont eu lieu

1 – Patrick-Yves BADILLO et Serge PROULX, « Mondialisation de la communication, à la recherche du sens perdu », *Hermès, La Revue* n° 44, 2006, p. 48.

2 – Dominique WOLTON, *L'autre mondialisation*, Paris, 2003, p. 10.

3 – Joanna NOWICKI, *La cohabitation culturelle*, Paris, 2010, p. 147.

ces dernières années accentuent les questionnements des individus sur les liens qu'ils établissent avec les autres, la perception qu'ils ont de l'autre et peuvent négativement altérer leur vision de l'altérité : « *l'immigration est toujours présentée comme un problème ou une menace* »⁴. Certains craignent que l'arrivée de personnes migrantes n'engendre une uniformisation des cultures, une société métissée, voire « remplacée ». Dès lors, les phénomènes migratoires deviennent l'objet de discussions et de débats parfois virulents dans les espaces médiatiques et politiques. Les enjeux contemporains de la diversité culturelle ainsi que la mondialisation de la communication interrogent la nécessité de passer de la coexistence des cultures dans leur diversité à la cohabitation au sein d'espaces publics interculturels. La culture, la diversité et la cohabitation culturelle deviennent ainsi des enjeux politiques mondiaux.

Nous verrons que la société civile se saisit de ces questions dans une perspective communicationnelle en s'invitant dans la sphère politique. La principale interrogation de cette contribution est la suivante : alors que la mondialisation de la communication ainsi que l'entrée dans l'âge des migrations font de la diversité culturelle un défi planétaire, de quelle manière les acteurs de la société civile s'inscrivent-ils dans les espaces publics contemporains pour communiquer avec les élus dans l'objectif de faire émerger un nouveau paradigme autour de la cohabitation culturelle ? En effet, « *cette cohabitation culturelle à construire nécessite en réalité une action aux trois niveaux où elle existe : l'État, la politique, la société civile* »⁵. Dans cette perspective, notre analyse des entretiens compréhensifs ainsi que nos observations de terrain montrent bien que les acteurs associatifs interrogés estiment qu'il est désormais nécessaire de travailler conjointement avec les élus politiques, ce qui implique pour eux, de développer des compétences spécifiques, « *des savoirs techniques ou scientifiques excluant de facto des individus n'ayant comme ressource que leur adhésion et leur dévouement désarmé* »⁶.

4 – Andréa RÉA et Maryse TRIPIER, *Sociologie de l'immigration*, Paris, 2008, p. 3.

5 – Dominique WOLTON, « Conclusion générale : de la diversité à la cohabitation culturelle » *Hermès, La Revue* n° 51, 2008, p. 202.

6 – Sylvie OLLITRAULT, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux* n° 98, 1999, p. 182.

La diversité culturelle : quels renouvellements du concept ?

En 2005, plus de 130 États se sont réunis pour ratifier la Convention pour le respect de la diversité culturelle à l'Unesco. Cette convention représente le premier document à valeur juridique qui statue de l'importance de la diversité culturelle. Il se veut protecteur, promoteur et souhaite mettre en place des échanges internationaux plus équilibrés, accroître la solidarité internationale, conduire au développement économique et humain et mener à un respect équitable des cultures. Cependant, ce texte a fait naître de nombreuses controverses dans les espaces publics, notamment concernant sa mise en application, dans la mesure où les parties prenantes ne sont soumises à aucune obligation⁷. Il semble alors nécessaire de repenser la diversité culturelle, en ce sens qu'elle ne peut « *perdurer dans un monde qui la brasse et la re-brasse continuellement* »⁸. Afin d'enrichir le concept de diversité culturelle dans les usages académiques, nous considérons qu'elle pourrait représenter l'ensemble des individus et des groupes sociaux qui forment une unité au sein de la société, tout en conservant des natures et des caractères culturels qui diffèrent, de leurs croyances (principes moraux, éthiques, religieux, juridiques...) à leurs représentations du monde. Pour autant, le respect de la diversité culturelle n'implique pas qu'il faille oblitérer le patrimoine historique, politique et culturel des États-nations pour privilégier une homogénéisation des cultures. Là est donc l'enjeu politique des États-nations : conserver, transmettre la richesse de leur patrimoine culturel, tout en respectant les diversités culturelles. Ceci suppose un renouvellement de la pensée politique, qui implique de renforcer le rôle des États-nations, mais aussi de se référer à l'Histoire, en effectuant un travail théorique et comparatif des politiques. En ce sens, Dominique Schnapper expliquait que « *comprendre le sens des politiques [migratoires] menées par nos partenaires plus ou moins proches devrait permettre d'éviter les contrevérités et, par exemple, de ne pas "réinventer" des politiques qui ont déjà échoué chez eux* »⁹. Plus de trente ans plus tard, alors qu'il existe, autour des questions migratoires, un état des connaissances avéré, les débats publics et politiques continuent d'être confus. Philippe Dewitte expliquait ainsi que « *si les analyses étayées et les études*

7 – Joanna NOWICKI, *op. cit.*, p. 11.

8 – Paul RASSE, « Défendre la diversité des cultures ? L'anthropologie de la communication pour étudier la rencontre des mondes ». Dans F. Albertini, *Les défis de la diversité*. Université de Corse, 2006, p. 3.

9 – Dominique SCHNAPPER, *L'Europe des immigrés : Essai sur les politiques d'immigration*, Paris, 1992, p. 8.

sérieuses ne font pas recette, c'est qu '[elles] sont moins spectaculaires que les affabulations, mais c'est aussi que les pouvoirs publics, les universitaires, les militants associatifs » n'ont pas su « faire passer leurs idées, se faire entendre, se faire comprendre »¹⁰.

Coexister n'est pas cohabiter.

De la diversité des cultures à la cohabitation culturelle ?

Les individus sociaux dotés de cultures différentes font partie intégrante du même monde, ils coexistent. Nonobstant, la coexistence suggère l'idée de vivre en présence de l'autre, ce qui n'implique pas d'entrer en communication avec lui. La dimension communicationnelle nous semble importante car, depuis les Lumières, les échanges communicationnels sont perçus comme créateurs de valeurs. La communication symbolise un idéal, qui s'effectue « *sous le signe des idées de modernité et de perfectibilité des sociétés humaines. Elle est le produit de la croyance en l'avenir* »¹¹. Elle symbolise en outre l'un des principes des Droits de l'homme sous l'égide de la liberté¹². Ainsi, la coexistence suppose que l'on existe en même temps qu'un autre individu, qu'il soit au bout du monde ou face à nous, sans pour autant avoir une quelconque interaction avec celui-ci. Il semblerait que le fait de passer de la coexistence à la cohabitation culturelle soit un projet ambitieux mais nécessaire, d'autant plus que « *le phénomène migratoire ne cesse de s'amplifier* »¹³. En outre, la mondialisation de la communication démontre depuis ses débuts que l'innovation technologique et les avancées techniques se développent plus rapidement que leur assimilation humaine. Le progrès n'engendre pas forcément une acceptation naturelle de l'altérité. La mondialisation de la communication et ses multiples facettes peuvent somme toute favoriser le besoin d'affirmer son identité culturelle et *a fortiori* son ipsité¹⁴.

10 – Philippe DEWITTE, *Immigration et intégration : l'état des savoirs*, Paris, 1999, p. 6.

11 – Armand MATTELART, *La mondialisation de la communication*, Paris, 2008, p. 6.

12 – *Ibid.*

13 – Patrick SAVIDAN, *Le multiculturalisme*, Paris, 2009, p. 14.

14 – L'ipsité est perçue dans ce texte au sens de Paul Ricœur. Si l'ipsité renvoie à la connaissance et à la représentation de soi, à notre identité propre et personnelle, « *l'ipsité du soi-même implique l'altérité à un degré si intime que l'une ne se laisse pas penser sans l'autre, que l'une passe plutôt dans l'autre, comme on dirait en langage hégélien [...] soi-même en tant que... autre* » (Ricœur, 1990 : 14).

La cohabitation culturelle renvoie à d'autres expressions antérieures : la diversité culturelle, le dialogue des cultures, le choc des civilisations, les enjeux de l'interculturel ou encore le multiculturalisme. Cependant, ce dernier est resté lié au concept de communautarisme¹⁵ alors qu'au niveau des États-nations, « *c'est la peur du communautarisme toujours mis en avant pour justifier une limitation de la reconnaissance des diversités culturelles* »¹⁶. La diversité culturelle serait également une notion trop peu précise, en ce sens qu'elle désigne la diversité des cultures au niveau planétaire comme valeur à préserver¹⁷. La cohabitation culturelle apparaît donc comme un choix plus pertinent, car cette notion est plus neutre, tout en exprimant précisément l'idée de vivre ensemble de manière pacifique. La cohabitation culturelle démontre également qu'il existe un intérêt pour les problématiques communicationnelles et suppose qu'il est nécessaire d'accepter l'autre dans sa globalité, avec sa culture, ses différences et d'écarter les stéréotypes et les présupposés¹⁸. Pour autant, la cohabitation culturelle peut sembler difficile à concevoir du fait de la crise de confiance des citoyens. Cette dernière serait la résultante « *de la convergence d'un certain nombre de facteurs comme la montée de l'exclusion, la mise en cause des cadres de références par la mondialisation de la communication ou l'instabilité économique engendrée par la globalisation des marchés financiers* »¹⁹. Elle aurait également un fondement politique ainsi qu'un fond de méfiance historique, car il s'agirait aujourd'hui de cohabiter pacifiquement avec les « *ennemis d'hier* »²⁰. Ainsi, la cohabitation culturelle à construire reste une énigme à penser et repenser, et « *ce pari, qui impose un partage des responsabilités dans une cohabitation entre les différents systèmes politiques, ne peut être tenu sans l'interaction des acteurs de la société civile par-delà les frontières* »²¹.

15 – Joanna NOWICKI, *op. cit.*, p. 10.

16 – Dominique WOLTON, *op. cit.*, p. 197.

17 – Joanna NOWICKI, *op. cit.*, p. 149.

18 – Gilles VERBUNT, *Penser et vivre l'interculturel*, Lyon, 2011, p. 27.

19 – Éric DACHEUX et Patrice MEYER-BISCH, « De la coexistence à la cohabitation », *Hermès, La Revue*, n° 23-24, 1999, p. 22.

20 – *Ibid.*

21 – *Ibid.*

Méthodologie

Partant d'une analyse exclusivement qualitative, à savoir une démarche « *discursive de reformulation, d'explication, ou de théorisation de témoignages, d'expériences ou de phénomènes* »²² afin de mettre à l'œuvre une logique de découverte de construction de sens²³, l'objectif de cette étude est de montrer comment les militants d'une société civile pensent la relation entre information, communication, diversité, personnes migrantes et cohabitation culturelle en tant qu'enjeu politique majeur. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les résultats de notre travail doctoral soutenu en 2021²⁴ et dans lequel nous avons mené une enquête ethnographique au sein de la Cimade (groupe local d'Aix-en-Provence), une association qui œuvre depuis 1939 pour la défense des droits des personnes migrantes. La démarche ethnographique offre l'avantage de s'imprégner du contexte social et politique dans lequel les enquêtés évoluent, de leur histoire singulière et de leur vie quotidienne afin de mieux comprendre le sens de leurs actions ainsi que les problématiques qu'ils rencontrent. Cette contribution sera en particulier basée sur l'analyse qualitative de neuf²⁵ entretiens compréhensifs dont les *verbatim* ont été entièrement retranscrits, menés auprès de bénévoles et de salariés rencontrés sur le terrain²⁶. La méthode d'analyse des entretiens nous semble particulièrement avantageuse, car elle privilégie l'acteur, le sens et la signification du phénomène vécu ou produit en se mettant à disposition de celle ou de celui qui converse²⁷. Cette méthode permet également de repérer les formes d'engagement politique des acteurs, alors que la Cimade

22 – Pierre PAILLÉ et Alex MUCCHIELLI, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, 2016, p. 22.

23 – *Ibid.*

24 – Johanne SAMÈ, *Une approche communicationnelle des enjeux sociopolitiques de la « cohabitation culturelle »*. *Société civile et espaces publics*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Aix-Marseille Université, 2021.

25 – Les entretiens durent entre 35 minutes et plus de 2 heures.

26 – Pour ce faire nous avons procédé à une analyse catégorielle de contenu sur l'ensemble de notre corpus, celle-ci « *fonctionne par opération de découpage du texte en unités [de sens] puis classification de ces unités en catégories selon des regroupements analogiques* » (Bardin, 2007 : 107). Suite à cela, nous avons appliqué l'analyse thématique qui consiste à classer les éléments constitutifs d'un ensemble avant de les regrouper selon des critères construits *a priori* à l'aide d'un guide thématique d'entretien, nous permettant de faire émerger des sous-thèmes construits *a posteriori*.

27 – Laurent MATTHEY, « Éthique, politique et esthétique du terrain : cinq figures de l'entretien compréhensif », *Cybergeog : European Journal of Geography [Online], Epistemology, History, Teaching*, document 312, 2005.

se revendique de nature apolitique. En outre, nous avons mobilisé la méthode d'observation participante, afin de recueillir des données « *auprès des personnes, en utilisant une diversité de procédures dites "réactives" comme l'entretien avec questions, ou des procédures "non-réactives" comme l'observation des lieux, des événements, des actes, ou des propos tenus dans leur vie quotidienne par les personnes étudiées* »²⁸. Nous nous appuyons ainsi, également sur les notes qui figurent dans notre carnet de terrain.

La montée en compétences des bénévoles : se positionner comme des experts

S'engager sur un terrain dont le cadre est politique implique une montée en compétences ainsi qu'une expertise sur les sujets qui traitent des phénomènes migratoires. Dans cette perspective, nous allons nous pencher sur la question de la communication, des interactions et des échanges entre les bénévoles et les élus politiques locaux.

En 2018, voit le jour le groupe Plaidoyer²⁹ qui regroupe six associations locales : La Cimade, Le Secours Catholique, L'Entraide Protestante, Welcome Pays d'Aix, Le Collectif Agir et La Ligue des droits de l'Homme. Son objectif premier est d'établir un contact avec les élus politiques, de travailler pour les rencontrer afin de « *leur parler dans le détail des difficultés que nous rencontrons ensemble avec les immigrés et leur dire de façon précise pour qu'ils l'entendent, pas seulement avec leur tête de politique, mais aussi avec leur cœur d'homme ce qui arrive aux immigrés en grande difficulté en France et ici, plus particulièrement dans la région aixoise* »³⁰. Comme nous allons le voir, les bénévoles interrogés semblent satisfaits de l'écoute dont les députés font preuve, une écoute qui semble équilibrée en dépit de leurs différentes sensibilités politiques.

À l'issue de notre travail de terrain, les bénévoles avaient rencontré cinq députés. Ils expliquent que ces derniers « *sont sur des positionnements politiques et des rattachements politiques différents... Quelle que soit la*

28 – Henri PERETZ, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, Paris, 2004, p. 3.

29 – Notons que le responsable de ce groupe interassociatif était au moment des entretiens Bruno Palaoro, membre de la Cimade, que nous remercions pour la qualité de nos échanges ainsi que tous les autres membres de la Cimade pour leur temps, leur accompagnement et leur bienveillance.

30 – Entretien avec Ingrid Brunstein, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 4 septembre 2020.

différence de leurs positions politiques, qui influent bien évidemment, on a réussi à avoir une réelle écoute de leur part »³¹. Ainsi, « *l'approche au niveau des politiques commence à changer, à évoluer. Par exemple, Stella Dupont a rédigé un amendement sur la baisse des taxes, bien qu'elle l'ait retiré ensuite pour le transformer en notes d'information* »³². Mais cette écoute n'est pas pratiquée par tous les élus. Aborder la question avec la mairesse d'Aix-en-Provence, Maryse Joissains, semble avoir été difficile, car celle-ci demeurerait indifférente aux problématiques migratoires. En ce sens, une bénévole explique savoir que « *Maryse Joissains n'est pas forcément (rires) ouverte à la question (rires)... Donc je ne pense pas qu'il y ait eu une rencontre directe, elle avait même refusé, je crois, de nous rencontrer quand on avait fait les courriers* »³³. Une autre bénévole explique que « *la mairesse avait été condamnée au regard de son comportement envers les Roms... Le tribunal l'a obligé à mettre à disposition un terrain... Mais ces résultats sont toujours extrêmement précaires, puisque les décisions sont prises sur une ou deux années et qu'on ne sait jamais comment ça va perdurer* »³⁴. Un terrain qui avait, par ailleurs, fini par être démantelé.

Ces difficultés, sont particulièrement pérnantes dans le cas de la Cimade Pays d'Aix du fait de son emplacement géographique et de son histoire régionale : « *concernant la politique locale, nous sommes dans une région qui est très marquée par la droite. L'équipe municipale est assez hostile à ces questions et le poids du Front national est relativement important, ce qui crée des blocages avec les élus politiques* »³⁵. Toutefois, la plupart des députés en interaction avec le groupe Plaidoyer ont semblé à l'écoute. Par contre, d'autres élus, pourtant favorables à l'approche des associations et au fait d'agir, ont préféré rester à l'écart. Le rôle des bénévoles est alors de montrer qu'ils peuvent agir en codépendance, afin d'apporter des éléments nouveaux, susceptibles d'enrichir les connaissances des deux parties. Par exemple, selon les bénévoles, Mohammed Laqhila devrait changer sa perception des choses sur la question. Son approche serait trop simpliste, en raison notamment des préjugés liés à ses origines : « *parce que Laqhila, il est sur une perception, bah du fait de ses origines hein, qui est très favorable à l'intégration des*

31 – Entretien avec Yves Tsao, président de la Cimade Aix-en-Provence, le 10 juin 2020.

32 – Notes de terrain : réunion de rentrée de la Cimade. 18h30-20h30 au temple, le 10 septembre 2019. Lieu : Aix-en-Provence.

33 – Entretien avec Marion Decome, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 7 juillet 2020.

34 – Entretien avec Monique Viry, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 3 juin 2020.

35 – Notes de terrain : conseil régional dans la salle de conférences, le 1^{er} février 2018. Lieu : Aix-en-Provence.

étrangers, mais avec une approche qui est celle d'un notable. Donc je pense qu'on peut lui apporter des outils intellectuels pour qu'il améliore un peu sa façon d'appréhender les sujets »³⁶. Dans ce même sens, une autre bénévole explique que « *c'était intéressant d'échanger avec lui, de comprendre son positionnement, de démentir certaines représentations qu'il pouvait avoir. Bon, lui, il pense que parce qu'il est né au Maroc, il connaît tout de la question migratoire (rires), ce qu'il m'énerve dans son discours (rires) : "ah, mais moi je sais, je suis né à l'étranger !" (rires). What ? (rires)* »³⁷.

Les bénévoles considèrent ainsi que leur tâche est primordiale, car elle leur permettrait « *de se positionner comme un relais d'informations essentielles* »³⁸. Pour ce faire, la montée en compétences des bénévoles est de mise, car « *ce dialogue qu'on peut avoir avec les politiques, il ne faut pas le confier à n'importe qui. Parce qu'il faut savoir avancer à la fois fortement et à petits pas... On a besoin d'une compétence qui n'est pas à la portée de tout le monde je pense et s'essayer un peu aussi, c'est commencer à réfléchir* »³⁹. Ils souhaitent ainsi améliorer leur approche, en rendant leur discours légitime afin de devenir des interlocuteurs durables et *de facto* des relais d'informations fiables : « *donc ne pas être sur le discours de "on est là pour se présenter", mais plutôt vraiment... S'afficher comme un interlocuteur régulier, qui est là pour faire un point, qui est là pour apporter un éclairage mis à jour sur les différentes problématiques, très très locales et très très concrètes, donc c'est plutôt ça qu'il faut... Qu'il faut améliorer* »⁴⁰. Il est alors requis d'effectuer des études de dossiers souvent très chronophages et qui réclament des connaissances juridiques. Un bénévole explique que le premier projet du groupe Plaidoyer fut le décryptage de la loi asile immigration de 2018 : « *le premier dossier, c'était la loi asile immigration donc ça c'était 2018... On a travaillé là-dessus, donc on a analysé la loi, on en a fait une lecture, alors on s'est servi bien sûr des publications de la Cimade hein, mais il faut aller au-delà quoi, c'est-à-dire qu'il faut s'approprier véritablement les thèmes, être capable de les développer* »⁴¹. Une démarche qu'ils ont trouvée plutôt satisfaisante, leur permettant de proposer des éléments concrets et construits aux élus : « *et ça, ça a bien fonctionné, je pense. Notamment, moi, j'ai en tête la rencontre avec Bernardi, mais je pense qu'on en avait vu d'autres.*

36 – Entretien avec Bruno Palaoro, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 23 juillet 2020.

37 – Entretien avec Marion Decome, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 7 juillet 2020.

38 – *Ibid.*

39 – Entretien avec Jacqueline (prénom modifié à la demande de l'enquêtée), bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 7 juillet 2020.

40 – Entretien avec Marion Decome, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 7 juillet 2020.

41 – Entretien avec Bruno Palaoro, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 23 juillet 2020.

On avait vu Laqhila, on avait vu l'équipe de Lambert... Je pense qu'on a vu Petel aussi... Je pense qu'il faut qu'on aille voir les élus avec des dossiers qui ont vraiment été travaillés quoi hein... »⁴².

Lobbying associatif : « faire pression » sur les acteurs politiques

L'objectif de la société civile au travers de leurs actions de *lobbying* et de plaider, est de faire pression sur les élus politiques afin d'obtenir des modifications législatives, ce qui soulève des enjeux. En ce sens, les militants estiment que « *les préfets sont soumis à un durcissement total des pratiques et des lois* »⁴³ et que par ailleurs, « *les préfets sont forcément présents pour obéir aux ordres du gouvernement* »⁴⁴. Ces activités de communication et ces interactions régulières avec les élus politiques locaux semblent prendre de l'ampleur. Les bénévoles continuent de réfléchir aux manières de les améliorer et de les élargir : « *il y a des possibilités, beaucoup plus de possibilités que ce qui est exploité, de mon point de vue, hein, en termes de contacts réguliers avec tel ou tel député. Une démarche nationale est bien évidemment nécessaire. Mais des démarches locales sont à démultiplier bien sûr, parce que c'est ça qui est le plus efficace... Une lettre envoyée à tous les députés, c'est bien... Mais des contacts réguliers avec un certain nombre de députés sont, de mon point de vue, plus productifs, plus efficaces...* »⁴⁵.

En outre, faire pression sur les politiques nécessite d'aller sur le terrain afin d'y conduire des observations, ce qui « *permet aussi pour communiquer bah oui, d'avoir des faits, d'avoir des photos, même si elles sont un peu pourries, d'avoir des informations précises et de pouvoir affirmer qu'on n'est pas dans le fantasme, on n'est pas des militants naïfs, on est des gens qui avons observé... Oui. Et pouvoir contrer aussi un discours policier et préfectoral qui manque un petit peu d'honnêteté par moment (rires)... On ne va pas se mentir (rires)...* »⁴⁶. Le fait d'investir le terrain rendrait par ailleurs plus légitime la prise de parole des militants dans les espaces publics, politiques et médiatiques : « *parce qu'en fait ça nous donne une légitimité à avoir un discours politique... C'est parce*

42 – *Ibid.*

43 – Notes de terrain : conseil régional dans la salle de conférences, le 1^{er} février 2018. Lieu : Aix-en-Provence.

44 – *Ibid.*

45 – Entretien avec Yves Tsao, président de la Cimade Aix-en-Provence, le 10 juin 2020.

46 – Entretien avec Marion Decome, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 7 juillet 2020.

qu'on est sur le terrain, c'est parce qu'on défend le droit des gens, c'est parce qu'on connaît le tribunal administratif, c'est parce qu'on connaît la préfecture, c'est parce qu'on anime des lieux, des espaces »⁴⁷. Une expertise qui est recherchée par certains décideurs. Une bénévole raconte ainsi que « *dans une tribune à Sciences Po sur les migrations, une élue expliquait que finalement, elle débarque, c'était pas ses mots, mais c'est ce que ça voulait dire... Et donc j'avais pris la parole en disant : vous savez si vous ne connaissez pas le problème, il y en a qui le connaissent bien, je peux vous citer la Cimade (rires)* »⁴⁸. Et une autre militante d'ajouter : « *en fait, c'est vraiment ce travail d'influence qui est aussi demandé par certains députés, et pas les plus progressistes... Mais ils disent "c'est vrai, on peut pas être spécialiste sur tout et on a besoin d'avoir des retours aussi du terrain"... En fait, la question migratoire c'est aussi une question de l'ordinaire... Ce n'est pas que de la philosophie, des principes, mais c'est aussi des hommes et des femmes, qui habitent ici, qui dorment ici, et donc ça, il faut le donner à voir, quoi* »⁴⁹. L'objectif de ces activités de lobbying et de plaider est donc de faire remonter les informations au niveau des sphères politiques locales puis nationales. Pour ce faire, « *la pression populaire peut éventuellement jouer un rôle notamment auprès des représentants. C'est-à-dire les maires, les conseillers et les députés, les sénateurs essentiellement. Et que ça puisse remonter éventuellement plus haut* »⁵⁰. Il s'agit même de faire circuler ces informations « *auprès des différents ministres concernés, voire du gouvernement dans son entier, et même auprès d'Emmanuel Macron... Bien évidemment, les décisions politiques se prenant au sommet de la hiérarchie gouvernementale, il est important que les personnes en aient conscience et fassent remonter les informations par les sénateurs et députés, qui eux peuvent en discuter au niveau national* »⁵¹. La Cimade est parfois, amenée par ailleurs, à avoir « *des allers-retours, des interactions... On passe des messages, des argumentaires... Parfois on file les argumentaires à des députés qui vont prendre la parole dans l'hémicycle, on leur fait des notes. C'est hyper important, parce qu'en fait... Il est question de voter des lois* »⁵².

47 – Entretien avec Pascaline Curtet, déléguée nationale en région à la Cimade Sud-Est, le 16 juillet 2020.

48 – Entretien avec Jacqueline (prénom modifié à la demande de l'enquêtée), bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 7 juillet 2020.

49 – Entretien avec Pascaline Curtet, déléguée nationale en région à la Cimade Sud-Est, le 16 juillet 2020.

50 – Entretien avec Monique Viry, bénévole à la Cimade d'Aix-en-Provence, le 3 juin 2020.

51 – *Ibid.*

52 – Entretien avec Pascaline Curtet, déléguée nationale en région à la Cimade Sud-Est, le 16 juillet 2020.

Conclusion

Ce texte a souhaité contribuer au renouvellement des problématiques liées à la diversité culturelle au sein des sciences de l'information et de la communication. La mondialisation entraîne une circulation de la communication, mais également des personnes. La diversité culturelle est ainsi à repenser et nécessite de passer de la coexistence des cultures dans leur diversité à la cohabitation culturelle au sein d'espaces publics interculturels. La société civile se saisit de ces problématiques en renforçant les interactions symboliques et communicationnelles avec les élus politiques, afin de faire émerger des solutions dans le respect du droit des personnes migrantes, en repensant la diversité culturelle et *a fortiori* la cohabitation culturelle. Pour ce faire, la société civile forme des groupes de travail de *lobbying* politique constitués de différentes associations, et se sophistique dans une volonté d'avancer avec les élus politiques locaux en développant un travail itératif et suivi avec ces derniers. Les bénévoles deviennent des militants experts de leurs thématiques ainsi que de leurs problématiques. Les discours associatifs, les rapports d'observation, les échanges avec les décideurs semblent ainsi avoir une incidence grandissante sur les discours des élus, leur engagement et leur prise de position sur ces questions au sein de la sphère politique.

Bibliographie

- BADILLO, Patrick-Yves et PROULX, Serge, « Mondialisation de la communication, à la recherche du sens perdu », *Hermès, La Revue* n° 44, 2006, pp. 47-54.
- BARDIN, Laurence, *L'analyse de contenu*, Presses universitaires de France, Collection « Quadriges », Paris, 2007, 291 p.
- DACHEUX, Éric et MEYER-BISCH, Patrice, « De la coexistence à la cohabitation », *Hermès, La Revue* n° 23-24, 1999, pp. 19-23.
- DEWITTE, Philippe (dir.), *Immigration et intégration : l'état des savoirs*. Éditions La Découverte, Paris, 1999, 444 p.
- MATTELART, Armand, *La mondialisation de la communication*, Presses universitaires de France, Collection « Que sais-je ? », Paris, 2008, 128 p.
- MATTHEY, Laurent, « Éthique, politique et esthétique du terrain : cinq figures de l'entretien compréhensif », *Cybergeog : European Journal of Geography [Online], Epistemology, History, Teaching*, document 312, 2005.
- NOWICKI, Joanna, (dir.), *La cohabitation culturelle*, CNRS Éditions, Collection « Les essentiels d'Hermès », Paris, 2010, 160 p.
- OLLITRAULT, Sylvie, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », *Réseaux* n° 98, 1999, pp. 153-185.
- PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, (4^e édition), Armand Colin, Paris, 2016, 487 p.
- PERETZ, Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, Éditions La Découverte, Paris, 2004, 128 p.
- RASSE, Paul, « Défendre la diversité des cultures ? L'anthropologie de la communication pour étudier la rencontre des mondes ». Dans F. Albertini, *Les défis de la diversité*, université de Corse, 2006.
- RÉA, Andréa et TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Éditions La Découverte, Collection « Repères », Paris, 2008, 128 p.
- RICŒUR, Paul, *Soi-même comme un autre*, Éditions Du Seuil, Paris, 1990, 214 p.
- SAMÈ, Johanne, *Une approche communicationnelle des enjeux sociopolitiques de la « cohabitation culturelle »*. *Société civile et espaces publics*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, université d'Aix-Marseille, 2021.

- SAVIDAN, Patrick, *Le multiculturalisme*, Presses universitaires de France, Collection « Que sais-je ? », Paris, 2009, 128 p.
- SCHNAPPER, Dominique, *L'Europe des immigrés : Essai sur les politiques d'immigration*, Éditions François Bourin, Paris, 1992, 196 p.
- VERBUNT, Gilles, *Penser et vivre l'interculturel*, Chronique sociale, Lyon, 2011, 220 p.
- WOLTON, Dominique, *L'autre mondialisation*, Paris, Éditions Flammarion, 2003, 211 p.
- WOLTON, Dominique, « Conclusion générale : de la diversité à la cohabitation culturelle », *Hermès, La Revue* n° 51, 2008, pp. 195-204.